

Corporation de développement du Canada

M. Riis: Retenez votre souffle.

M. Langdon: C'est ce que je fais. Je dois dire que c'est très difficile lorsqu'on doit attendre les décisions du gouvernement. Il se gargarise de belles paroles, mais lorsqu'il doit prendre une décision difficile, comme dans le cas de Gulf and Western, absolument rien ne se produit. Cela fait maintenant neuf mois que cette petite saga a commencé et nous attendons encore des nouvelles du gouvernement.

Permettez-moi de me pencher sur le cas de la CDC. Je l'ai citée comme exemple de propriété publique créatrice, dynamique et efficace. J'ai expliqué pourquoi les conservateurs jugent maintenant qu'ils doivent la retirer du secteur public le plus tôt possible. C'est un sujet d'embarras. Au cœur du succès de la CDC, se trouve Polysar et je tiens à insister davantage sur cet aspect de la réussite de la CDC. Elle nous donne tout un exemple en tant que pays. Elle a été créée pendant la Seconde Guerre mondiale. Nous devions alors faire la guerre. Nous avions des intérêts stratégiques et vitaux, et nous avons cherché le moyen d'y satisfaire. Le secteur privé ne pouvait pas s'en charger. Les entreprises américaines non plus. Nous ne pouvions compter que sur nous-mêmes, et nous avons relevé le défi. Nous avons établi Polysar. La société s'appelait alors Polymar. Elle s'est lancée dans la production de caoutchouc synthétique avec dynamisme et efficacité. Après la guerre, il a fallu cette technologie et ces ventes pour créer des emplois et conquérir des marchés d'exportation à travers le monde. Polysar est donc aujourd'hui une société d'État puissante et progressiste qui détient des investissements partout dans le monde.

● (1210)

J'ai visité Polysar en janvier dernier dans le cadre de mes fonctions de critique de mon parti pour les questions industrielles. Ses représentants m'ont dit exactement quelle coopération la société recevait du gouvernement. Le parti conservateur—et je rappelle aux députés l'une des nombreuses promesses que ce parti n'a pas tenues—avait parlé d'un groupe de travail sur l'industrie pétrochimique qui déboucherait sur une aide active à Polysar. Quand j'ai rendu visite à la société, en janvier, cette magnifique promesse était toujours lettre morte. Maintenant, en septembre, je pose au gouvernement la question suivante: qu'est-il advenu de cet engagement envers ce secteur crucial de notre industrie? Là encore, comme dans tant d'autres choses, le gouvernement recourt à des expédients, apporte des réponses rapides aux crises du moment, mais ne prend pas le temps de planifier, de réfléchir, d'organiser et de préparer. Il n'a par conséquent pas de succès en stratégie économique. La meilleure preuve en est qu'au lieu d'aider Polysar, au lieu d'en faire un instrument de pénétration du marché américain—et les députés des banquettes ministérielles se disent en faveur d'une expansion des échanges—le gouvernement est prêt à la vendre pour qu'elle tombe éventuellement sous le contrôle de Noranda, avec le reste des activités et des produits chimiques de haute technologie où Noranda est compétente. Au lieu de venir en aide à Polysar en répondant aux recommandations du groupe de travail sur l'industrie pétrochimique que le parti conservateur a formé, le gouvernement recule. Il n'y a pas eu d'aide. Cela n'a rien d'étonnant. Ce gouvernement n'agit pas. Il se paie de mots. Il joue sur les mots.

Nous ferons valoir avec la plus grande énergie, lors du débat sur le commerce, que le gouvernement a totalement et lamentablement échoué à contrer les efforts indirects mais acharnés

que les États-Unis ont déployés pour nuire à nos éleveurs de porcs, à nos producteurs de bois d'œuvre de l'Ouest et à nos pêcheurs de la côte est. Il est maintenant question d'une action encore plus agressive contre nos aciéries. Beaucoup de beaux discours, mais pas d'action. Les députés ministériels affirment que nous conclurons un accord sur une plus grande libéralisation des échanges. S'ils ont raison, il se pourrait que dans deux ans nous obtenions quelque chose. Entre-temps sévit une crise contre laquelle rien n'est entrepris, aucune action. C'est notre parti qui, au sein du comité spécial, cet été, a réclamé dans chaque ville où nous avons tenu des audiences une action urgente et immédiate pour surmonter les problèmes auxquels se heurtent nos exportateurs. Le gouvernement a refusé d'agir. Parlez un peu d'inaction et de faillite! La faillite chez nous n'est pas dans les états financiers; elle est parmi les ministériels.

Voyons un peu ce que comporte ce projet de loi. Il vise essentiellement trois objectifs. Tout d'abord, liquider entièrement la Corporation de développement du Canada. Cet objectif est entièrement compatible avec la stratégie conservatrice qui tend à remettre au secteur privé toutes les entreprises qui ont du succès dans le secteur public. Il vise en outre à favoriser les conglomerats au Canada. A l'époque où ils siégeaient dans l'opposition, les ministériels insistaient fréquemment sur la nécessité de favoriser la concurrence et la diversité; à l'époque, pour eux, plus c'était petit, plus c'était beau. Maintenant qu'ils exercent le pouvoir, ils voudraient que deux ou trois grandes sociétés canadiennes s'emparent d'une autre société de holding. Ils permettent à la société Noranda de s'approprier une part importante sinon déterminante des actions de cette entreprise. C'est un projet de loi qui favorise ce conglomerat. Il n'y a pas lieu de s'étonner que les députés conservateurs favorisent la Noranda. En effet, la Noranda figure parmi les amis des ministériels, et maintenant qu'ils exercent le pouvoir, ceux-ci ne l'oublent pas. Le projet de loi vise enfin à transformer l'un des instruments que nous avons créés pour favoriser la canadienisation de l'économie en un instrument permettant d'accroître la mainmise étrangère sur notre pays.

J'ai du mal à comprendre comment un gouvernement peut présenter un projet de loi semblable. Il devrait avoir honte. Chaque fois que les ministériels présenteront un projet de loi visant à favoriser les conglomerats, nous le leur reprocherons. Nous devrions organiser un débat pour démontrer que si les ministériels favorisent les nantis, nous sommes le parti des démunis. Ce débat dure depuis des années et nous le gagnerons un jour. J'ajouterai que non seulement le gouvernement conservateur favorise les nantis, mais il privilégie les entreprises étrangères. J'ai dit tout à l'heure que le ministre faisait jouer une musique d'enterrement. En fait, c'est bel et bien l'enterrement du gouvernement. Si les ministériels veulent convaincre les Canadiens de la nécessité de liquider une entreprise bien administrée, énergétique et rentable, comme en témoigne son bilan favorable, au profit d'une grande entreprise canadienne associée à trois entreprises américaines, ils peuvent toujours le faire, car nous ne sommes pas suffisamment nombreux pour les en empêcher. Cependant, ils devraient songer à l'illogisme de leur position. En effet, ils ne sauraient à la fois favoriser la petite entreprise et permettre par ce projet de loi à une grande entreprise de s'emparer de 25 p. 100 des actions de cette compagnie. Ils devraient faire preuve de logique, ces gens-là qui